

POUR UN ÉTAT PALESTINIEN CONTRE LA POLITIQUE D'ISRAËL



LA COMMUNICATION ...

... ET LA RÉALITÉ

Les media ont présenté la conférence d'Annapolis comme la relance du processus de paix devant aboutir à un accord israélo-palestinien en 2008 avec la création d'un État palestinien.

Ehud Olmert, premier ministre d'Israël, a évoqué, dans une interview au Jerusalem Post en ce début d'année, le nécessaire partage de Jérusalem entre Israéliens et Palestiniens et rappelé la référence des pays amis d'Israël aux frontières de 1967.

Avant et après cette conférence, le gouvernement israélien a décidé le financement de centaines de nouvelles constructions dans les colonies, toutes illégales selon le droit international.

Ehud Olmert précise dans la même interview qu'il n'envisage pas un retour aux lignes de 1967. Le mur d'apartheid continue sa progression en intégrant les plus grosses colonies à Israël, en particulier autour de Jérusalem, avec annexions.

ISRAËL ET L'ÉTAT PALESTINIEN

Depuis 1988 les Palestiniens reconnaissent l'État d'Israël et ne revendiquent que 22% de la Palestine historique pour leur État.

Depuis 1967 la politique d'occupation, de colonisation et d'annexion d'Israël (celles-ci n'ont jamais été plus actives que depuis l'accord d'Oslo) manifeste le refus d'un État palestinien; excepté, peut-être, sous la forme de quelques « **ghettos** » sous contrôle et domination d'Israël, ceci pour éviter que la population arabe ne soit plus nombreuse que la population juive dans le Grand Israël. La situation à Gaza donne une idée de ce qui attend les Palestiniens.

LA POLITIQUE ISRAËLIENNE DÉMASQUÉE PAR UN ISRAËLIEN

*« La question primordiale pour le gouvernement israélien n'est pas de savoir comment parvenir à la paix. La question primordiale pour Israël est plutôt **comment transformer son occupation, que le monde considère comme une situation temporaire, en un fait politique définitif, reconnu par la communauté internationale.** Comment, dès lors, conserver ses principales colonies, le « Grand » Jérusalem et le contrôle sur les territoires et les frontières sans apparaître intransigeant ? » explique Jeff Halper, israélien anticolonialiste.*

LES EXIGENCES DU DROIT

**Exigeons l'application du droit et des résolutions de l'ONU :
un État Palestinien souverain sur les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est
pour capitale et le droit au retour en Palestine des réfugiés.**

ne pas jeter sur la voie publique